



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 379

21 mars 2014



Les nouvelles courent

Une politique en itinérance

Il aura fallu huit longues années de mobilisation pour que le gouvernement du Québec lance enfin une politique nationale en itinérance. Mais, comme le veut l'adage, mieux vaut tard que jamais ! Intitulée « Ensemble, pour éviter la rue et en sortir », la politique a été saluée par le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ), qui voit en elle « un levier efficace pour prévenir et contrer l'itinérance ». Cinq axes d'action prioritaires y sont identifiés, soit le logement, les services de santé et les services sociaux, l'éducation et l'insertion sociale et socioprofessionnelle, le revenu ainsi que la cohabitation et les enjeux liés à la judiciarisation.

Cela dit, tout n'est pas encore joué, au sens où l'efficacité de cette politique en itinérance est tributaire du plan d'action gouvernemental qui la mettra en œuvre. Or, on se souviendra que le gouvernement avait attendu presque deux ans avant de publier son plan d'action à la suite de l'adoption de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté l'exclusion sociale* et que celui-ci avait été jugé très décevant par les mouvements sociaux québécois. Espérons donc que le gouvernement ne nous refasse pas le même coup.

Inscrire la pauvreté, et les gens qui la vivent, au cœur des enjeux électoraux

Parlons pauvreté!

C'est bien connu, la lutte à la pauvreté est un enjeu peu abordé lors des campagnes électorales. Par sa campagne « Parlons pauvreté », le Collectif veut justement pallier cette lacune en rappelant aussi souvent que possible cet enjeu crucial dans les médias et les débats publics. À cet effet, il a produit un outil qui présente cinq réalités à faire connaître, propose cinq questions à poser aux candidatEs et fournit cinq repères pour orienter la lutte à la pauvreté. Ceux et celles qui ont à cœur la lutte à la pauvreté peuvent donc dès maintenant s'impliquer afin de faire connaître les mesures à même d'améliorer significativement les conditions de vie des QuébécoisEs vivant en situation de pauvreté. Vous êtes donc invitéEs à rester alertes et actifs : débats publics, tribunes téléphoniques, sondages sur internet, pages Facebook des candidatEs... Y est-il question de pauvreté ? Si la réponse est non, il ne tient qu'à vous de remédier à la situation ! Et n'hésitez surtout pas à nous tenir au courant de vos interventions !

De son côté, l'équipe du Collectif va jeter un coup d'œil chaque jour dans les médias afin de dénicher des occasions pour parler de pauvreté. Ces occasions seront annoncées sur la page Facebook du Collectif (www.facebook.com/collectif.quebecsanspauvrete).

Sachez de plus que l'équipe du Collectif a remis un questionnaire aux quatre partis politiques représentés à l'Assemblée nationale pour connaître leur vision respective du prochain plan d'action ainsi que leurs positions sur divers sujets liés à la pauvreté, aux inégalités et aux préjugés. Leurs réponses vous seront transmises dans la prochaine *Soupe au caillou*. Puisque cette action s'inscrit dans une perspective d'éducation populaire, chacunE d'entre vous sera invitéE à relayer le plus largement possible les positions des différents partis en matière de lutte à la pauvreté.

Enfin, toujours dans le cadre de sa campagne « Parlons pauvreté », le Collectif a produit des vignettes pouvant être utilisées sur Facebook ou dans les courriels. Faites-en bon usage !

L'outil et les vignettes sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.pauvrete.qc.ca/?Parlons-pauvrete-visuel-et-outil>.



Prochaine Soupe au caillou

La vision des quatre partis politiques représentés à l'Assemblée nationale sur la pauvreté, les inégalités et les préjugés.



PARTI QUÉBÉCOIS



Parti Libéral Québec



COALITION AVENIR QUÉBEC



Québec solidaire

Un budget qui aggrave les inégalités

Pour une rare fois, le Collectif pour un Québec sans pauvreté est du même avis que le Conseil du patronat ! Du moins, lorsque celui-ci affirme que le budget déposé le 20 février dernier par le ministre des Finances et de l'Économie, M. Nicolas Marceau, « comprend différentes intentions à moyen et à long termes qui répondent à plusieurs préoccupations des employeurs et du milieu des affaires ». Évidemment, l'unanimité s'arrête là. Car concernant les préoccupations des mouvements sociaux, ce qui doit satisfaire le patronat inquiète au contraire le Collectif, à savoir que le budget 2014-2015 ne propose rien de significatif pour réduire les inégalités. Pire encore, certains choix budgétaires auront pour effet de creuser davantage les écarts entre les riches et les pauvres. Petit tour d'horizon sur quelques annonces qui ont retenu l'attention du Collectif.

Politique en itinérance et logement social

La bonne nouvelle de ce budget, c'est que le gouvernement répond enfin à la demande des organisations qui travaillent en itinérance. Effectivement, le budget prévoit 6 millions \$ additionnels pour des services de proximité aux personnes en situation d'itinérance. Le gouvernement a d'ailleurs fait connaître les cinq axes d'action prioritaires de sa politique en itinérance le 27 février dernier.

Du côté du logement social, on annonce 270 millions \$ pour la construction de 3 250 logements sociaux, desquels 500 unités seront réservées à des personnes

vivant des situations d'itinérance. Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) considère toutefois que les besoins en logement nécessitent des actions beaucoup plus ambitieuses.

Des hausses des tarifs

Le ministre Marceau affirme que son gouvernement ne souhaite pas emprunter le « [...] chemin trop facile des hausses de taxes et d'impôts pour retourner à l'équilibre budgétaire. » Or, s'il est vrai que les taxes et l'impôt n'ont pas connu de hausses, on ne peut en dire autant des tarifs, qui eux augmentent continuellement.

En haussant les tarifs d'électricité et des garderies comme vient de le faire le gouvernement, celui-ci emprunte non seulement la voie la plus facile, mais aussi la plus inéquitable qui soit : atteindre l'équilibre budgétaire en pigeant dans les poches de la classe moyenne et des personnes les plus pauvres. L'augmentation annoncée des frais de garderie représentera, à terme, une dépense annuelle supplémentaire de 500 \$ par enfant qui fréquente à temps plein un centre de la petite enfance. Une telle hausse aura des répercussions négatives sur de nombreux ménages, notamment sur les parents travaillant au salaire minimum. Choisir d'appauvrir davantage des milliers de travailleurs pauvres est tout simplement scandaleux !

Des solutions de rechange

Si le gouvernement manque d'idées pour réduire les inégalités et financer la lutte à la



pauvreté, il devrait peut-être se pencher sur les solutions fiscales de rechange que propose la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation, lesquelles permettraient d'aller chercher chaque année plusieurs milliards de dollars, sans pour autant appauvrir la classe moyenne et les personnes en situation de pauvreté.

Mince consolation pour les mouvements sociaux québécois, le budget 2014-2015 n'a pas été adopté en raison du déclenchement des élections. 🌱



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca